

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Pour la mise en place d'une plateforme de dématérialisation de la commande publique, répondant à la définition de profil acheteur, et de ses développements nécessaires à l'ensemble de la chaîne de dématérialisation de la commande publique

Il est constitué entre les parties représentées par les soussignés,

Le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord dont le siège est situé 14 rue Jeanne Maillotte, 59013 Lille Cedex, représenté par son Président, Monsieur Éric DURAND, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil d'administration, désigné ci-après, par les termes « le CDG 59 »,

ET

Le syndicat mixte Somme Numérique dont le siège est situé 43 avenue d'Italie, 80090 Amiens, représenté par son Président, Philippe VARLET, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil syndical, désigné ci-après, par les termes « Somme Numérique »,

ET

Le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Pas-de-Calais dont le siège est situé Cité de la Fonction Publique Territoriale Pierre MAUROY BP67, Allée du Château, 62702 Bruay-la-Buissière représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil d'administration, désigné ci-après, par les termes « le CDG 62 »,

Un groupement de commandes relatif à la maintenance et au développement d'une plateforme de dématérialisation de la commande publique.

PRÉAMBULE :

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique ;*

Afin de proposer une plateforme de dématérialisation de la commande publique mutualisée auprès de l'ensemble de leurs adhérents, le CDG 59, Somme Numérique et le CDG 62 ont constitué un groupement de commandes permettant la passation d'un ou plusieurs marché(s) public(s) pour la mise en place de plateforme de dématérialisation de la commande publique, répondant à la définition de profil acheteur, et de ses développements nécessaires à l'ensemble de la chaîne de dématérialisation de la commande publique.

La présente convention a pour objet de déterminer les règles de constitution et de fonctionnement du groupement et les obligations contractuelles des parties.

Article 1 - Objet

1.1 Objet de la convention

La présente convention qui prend acte du principe et de la création du groupement de commandes entre le CDG 59, Somme Numérique et le CDG 62 a pour objet :

- De définir les modalités de fonctionnement du groupement, la passation et l'exécution des marchés tel que précisé à l'article 1.2 de la présente convention ;
- De répartir les diverses tâches nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution des marchés susvisés ;
- De définir les rapports et obligations de chacune des parties.

1.2 Objet des marchés visés par la présente convention

Le groupement constitué par la présente convention a pour objet de permettre à chacune des parties de bénéficier, à hauteur de leurs besoins propres, de prestations portant sur la

maintenance et l'assistance pour la mise en place de plateformes de dématérialisation de la commande publique, répondant à la définition de profil acheteur, et de ses développements nécessaires à l'ensemble de la chaîne de dématérialisation de la commande publique.

Article 2 - Durée

La présente convention prend effet à compter de son entrée en vigueur, consécutivement à sa signature par les membres du groupement, à sa transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture et à l'accomplissement des formalités de publication de droit commun. La présente convention perdurera jusqu'à l'échéance des marchés publics concernés.

Article 3 - Fonctionnement du groupement

3.1 Désignation d'un coordonnateur du groupement

- Identification du coordonnateur du groupement :

Le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord assure la coordination du groupement.

Le siège du CDG 59 est situé 14 rue Jeanne Maillotte, CS 71222, 59013 Lille Cedex.

- Missions du CDG 59, coordonnateur du groupement :

En qualité de coordonnateur du groupement, le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord a pour mission de procéder à l'ensemble des opérations de choix des prestataires de services, et ce, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, les adhérents donnent mandat au CDG 59 pour signer, notifier et exécuter les marchés susvisés au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement.

En conséquence, le CDG 59 est notamment chargé :

- De définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation en accord avec les membres adhérents du groupement de commandes ;
- De procéder au recensement et de centraliser les besoins des membres adhérents ;
- D'élaborer l'ensemble des pièces des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins préalablement recensés et définis ;
- De publier les avis d'appel public à la concurrence et d'attribution des marchés susvisés ;
- D'envoyer les dossiers de consultation aux candidat·es intéressé·es ;
- De gérer l'information auprès des candidat·es (réponse(s) aux questions des candidat·es, modifications et compléments apportés aux dossiers de consultation, etc.) ;
- De réceptionner les plis contenant les candidatures et les offres ;
- De procéder à l'ouverture et à l'examen des candidatures, et le cas échéant, de demander aux candidats de compléter leur candidature (pièces absentes ou incomplètes) ;
- De convoquer les membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement pour le choix du ou des titulaires ;
- D'analyser les offres et le cas échéant, de négocier ;
- De demander aux candidat·es auxquels-quelles il est envisagé d'attribuer les marchés la production des pièces énumérées aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique ;
- De la mise au point des composantes des marchés et notamment les demandes de pièces justificatives auprès des titulaires ;
- D'informer les candidat·es non retenu·es, dont la communication des motifs de rejet de leur candidature ou de leur offre ;

- De l'autorisation donnée au Président du CDG 59 pour signer l'ensemble des pièces de consultation ;
- De la rédaction des rapports de présentation des procédures de passation prévus aux articles R2184-1 à R2184-6 du Code de la commande publique ;
- De la transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture ;
- De la notification des marchés aux titulaires ;
- De l'information des membres du groupement en ce qui concerne les éléments financiers des marchés et l'identité des titulaires retenus.

Une fois les marchés susvisés entrés en vigueur, le CDG 59 est mandaté pour s'assurer de leur bonne exécution au nom des adhérents. À ce titre, il assure notamment :

- Un rôle d'interface avec les prestataires retenus, garantissant l'adéquation entre les prescriptions énoncées dans les marchés susvisés et les prestations réalisées ;
- La gestion de tous les actes et pièces juridiques nécessaires à la bonne réalisation des marchés susvisés (exemple : acceptation et agrément d'éventuels sous-traitants) ;
- Le cas échéant, les opérations de reconduction expresse des marchés susvisés, la préparation et la passation d'avenants aux marchés susvisés.

Le CDG 59 s'engage à transmettre aux membres du groupement, sans délai, toute information relative aux marchés dont il aurait connaissance et toute demande d'information dont il serait saisi, ainsi que tout document utile à la bonne exécution des marchés susvisés.

Le CDG 59 tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

- *Fin de la mission du coordonnateur du groupement :*

La mission du CDG 59 prend fin à l'expiration de la présente convention.

3.2 Commission d'appel d'offres du groupement

La commission d'appel d'offres du groupement est constituée conformément aux dispositions de l'article L1414-3-I du Code général des collectivités territoriales et comprendra un représentant de chaque membre du groupement, chacun ayant voix délibérative.

Pour les membres disposant d'une commission d'appel d'offre permanente, le représentant institué au sein de la présente Commission, doit être élu parmi les membres ayant une voix délibérative de ladite commission d'appel d'offres permanente.

Chaque membre titulaire disposera d'un membre suppléant selon les mêmes modalités.

La commission d'appel d'offres du groupement est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement et fonctionne selon les règles des articles L1414-1 à L1414-4 du Code général des collectivités territoriales.

La Commission d'appels d'offres pourra notamment organiser ses délibérations à distance à distance dans les conditions de l'ordonnance n°2014-1329 du 6 novembre 2014.

Les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Ils se réunissent alors valablement sans condition de quorum.

Les procès-verbaux de la commission d'appel d'offres du groupement sont élaborés par le CDG 59.

3.3 Suivi du projet

D'un commun accord, les membres du groupement décident de créer un comité de suivi qui aura but d'apporter une assistance à la préparation de toutes les opérations découlant de l'application des dispositions des articles 3.1 et 3.2.

Les membres de ce comité sont désignés par les représentants du CDG 59, de Somme Numérique et du CDG 62.

Article 4 - Obligations de chacun des membres du groupement

Les parties s'engagements à :

- Transmettre l'évaluation de leurs besoins avant le lancement des procédures de marché ;
- S'informer mutuellement de tout litige né à l'occasion de l'exécution des marchés par les titulaires ou leurs sous-traitants ;
- Le cas échéant, régler les participations financières telles que définies à l'article 5 de la présente convention ;
- Transmettre au CDG 59 un bilan annuel de l'exécution des marchés.

Article 5 - Dispositions financières

5.1 Rémunération du CDG 59

La mission du CDG 59 comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

5.2 Exécution financière des marchés

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement sont fixés dans les marchés passés pour le compte de chacun des membres du groupement.

Les membres du groupement assurent l'exécution financière des prestations dont ils bénéficient dans le cadre du groupement de commandes.

Article 6 - Adhésion des membres et retrait

6.1 Les membres

La constitution du groupement de commandes ne devient définitive qu'après signature de la présente convention et transmission au service chargé du contrôle de légalité. Elle est valable pour la durée de validité de la présente convention.

6.2 Retrait d'adhérents au groupement

Chacune des parties peut se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante de l'adhérent qui fixe la date de sortie du groupement et des modalités financières.

Une copie de la délibération est notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

6.3 Adhésion de nouveaux membres

Dans l'hypothèse où les parties décideraient d'ouvrir le groupement à une autre structure, l'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après acceptation des membres du groupement et signature d'un avenant à la convention constitutive du groupement de commandes.

Tout nouveau membre est réputé adhérer de plein droit aux stipulations de la présente convention, ainsi qu'à toute décision ou document opposable et applicable aux membres du groupement de commandes.

Aucune adhésion ne pourra être réalisée après le lancement d'une procédure de consultation et ce, jusqu'à son terme.

Article 7 - Modifications des termes de la présente convention

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par chacune des parties et devra être validée par l'ensemble des assemblées délibérantes des adhérents au groupement. La modification ne prend effet que lorsque chacune des parties a approuvé les modifications.

Article 8 - Litiges

Toute contestation née de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les membres du groupement.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 9 - Pièces constitutives de la présente convention

Est annexée à la présente convention, la délibération de l'adhérent.

Pour le CDG 59 Le Président, Éric DURAND Le Signature	Pour le CDG 62 Le Président, Joël DUQUENOY Le Signature	Pour Somme Numérique Le Président, Philippe VARLET Le Signature
--	--	--